

Fiers de notre Histoire

En parallèle d'une réforme des collèges, de terminologies à la fois absurdes et pathétiques pour nommer les activités scolaires, une refonte du programme d'Histoire est concoctée par un comité dont visiblement l'amour de la France n'est pas la première des vertus.

La dérive de l'enseignement de l'Histoire n'est pas nouvelle. Nos dirigeants que l'on pourrait supposer éduqués et cultivés (le cumul n'étant pas automatique) sont depuis longtemps les premiers fossoyeurs de l'Histoire de la France.

Passons sur François Mitterrand dont la vie personnelle fut une excellente illustration de l'ambiguïté des années d'occupation.

Passons sur la manie récente de l'autoflagellation qui consiste à voter des lois mémorielles qui jettent au tribunal et condamnent les hommes politiques de jadis jugeant leurs actes d'hier à l'aune des principes d'aujourd'hui.

Au-delà de leur promiscuité corrézienne, Jacques Chirac et François Hollande ont en commun d'avoir déclaré responsable la France des exactions commises pendant la guerre notamment à l'égard de la population de religion juive en pleine complicité avec l'occupant allemand. Réalise-t-on que cela fait d'eux de zélés pétainistes ! La démonstration est simple. Si on peut considérer que l'arrivée au pouvoir du Maréchal Pétain est légale, votée par les assemblées dont la chambre du Front Populaire, son maintien devient très rapidement illégal dans la mesure où le référendum prévu pour entériner sa nouvelle Constitution n'eut jamais lieu. La similitude

avec 1958 est d'ailleurs étonnante. Dans ce cas, le référendum du 28 septembre 1958 donne son onction légale à la V^{ème} République. Le jugement est ici celui du juriste, la légitimité n'allant pas toujours de concert avec la légalité. Et d'ailleurs, en pleine débâcle à l'aube de l'été 1940, le nouveau Président du Conseil n'est-il pas légitime pour une immense majorité des français ? Considérer que les actions de 1942 ou 1943 relèvent de la responsabilité de la France revient à prolonger la légalité du gouvernement de Vichy alors que celle-ci est depuis des mois à Londres puis à Alger autour du Général de Gaulle. Ce n'est donc pas la France qui a fauté mais un gouvernement de collaboration à la fois illégitime et illégal. Zéro pointé à Messieurs Chirac et Hollande à leur épreuve d'Histoire.

L'erreur Sarkoziste fut déjà dénoncée s'agissant de la lettre de Guy Mocquet. Le martyr de l'adolescent n'est pas en cause ! Mais Guy Mocquet ne fut jamais résistant. Arrêté par la police française alors que le pacte germano-soviétique était encore d'actualité, il fut ensuite interné comme fils de député communiste. C'est après le meurtre d'un officier allemand, geste interdit par de Gaulle en raison des représailles mais encouragé par Staline pour que l'exécution d'otages innocents mobilise la population, qu'il fut fusillé.

Nous vivons la même erreur avec l'entrée au Panthéon de quatre "résistants" selon la version officielle et selon la presse dont la culture est au niveau que l'on sait..... Germaine Tillion, Geneviève Anthonioz de Gaulle et Pierre Brossolette payèrent leur engagement dans la Résistance : la déportation pour les deux premières ; la mort pour le troisième. Mais Jean Zay ne fut pas résistant. Il ne s'agit pas d'émettre un doute sur sa légitimité à reposer au Panthéon. Ce fut un homme

d'exception. Jeune ministre du Front Populaire, il fit remarquablement évoluer l'éducation nationale. Hostile à l'armistice de 1940, emprisonné par le gouvernement de Vichy, il fut en 1944 extrait de sa cellule par la milice qui l'abattit sommairement. Martyr des années sombres, oui. Résistant au sens de l'action, non.

Quand l'inculture de nos gouvernants rejoint le fourre-tout de nos manuels d'Histoire, on atteint des sommets. La révolution française est désormais enseignée à nos collégiens sous forme d'une espèce de comparaison avec la révolution américaine. Ce sont deux révolutions fondamentalement différentes. La révolution américaine était le rejet de territoires exploités de leur puissance coloniale. Les treize colonies gagnèrent leur indépendance, se constituèrent en Etat fédéral, créèrent une République parce que c'était le système le mieux adapté pour cimenter leur jeune Nation. La révolution française, on devrait d'ailleurs écrire "les" révolutions, tant 1789 n'est pas 1792, fut l'exaspération d'un pays dont l'organisation économique et politique ne respirait plus. Les institutions américaines de cette époque ont survécu. Faut-il rappeler l'instabilité institutionnelle de la France depuis 1789 ?

François Hollande s'est mis au diapason de cet enseignement aux limites de l'absurdité lorsqu'il s'exprima pour le départ de "L'Hermione", à la Rochelle. Il fit un rapprochement hasardeux entre les révolutions française et américaine. Le soutien de La Fayette aux insurgés fut d'abord une aventure personnelle avant d'être très vite le combat de la monarchie française contre son ennemie héréditaire britannique. C'était plus de dix ans avant la révolution française !

Ne nous étonnons pas dès lors de la dérive de l'enseignement de l'Histoire. La présentation chronologique est négligée. Il n'y a plus d'approche globale mais des thèmes pris au fil des périodes. Certains aspects sont obligatoires, d'autres facultatifs. La répartition n'est pas due au hasard. Elle est idéologique. L'étude du 18^{ème} siècle néglige ce formidable mouvement, annonciateur de la révolution de 1789, que furent les Lumières. En revanche il est incontournable d'expliquer que nos ancêtres furent tous d'abominables colonisateurs esclavagistes. Hors de question évidemment de présenter la colonisation de manière équilibrée en évoquant ses éléments positifs.

L'esclavagisme, totalement condamnable dans notre approche contemporaine, n'est qu'euro-péen, comme il l'était dans la stupide loi mémorielle que fit jadis voter Madame Taubira. Pourtant les chefs de tribus africains prenaient leurs frères de couleur comme esclaves, bien avant de les vendre aux occidentaux.

Quant aux États musulmans, ils utilisèrent l'Afrique comme une réserve de main d'œuvre avant et après la traite conduite par les européens. Des études précises montrent que 11 millions de noirs ont été déportés d'Afrique en Amérique par les bateaux européens. Mais 14 millions furent victimes d'esclavagisme interafricain et 17 millions envoyés dans les pays musulmans. Condamnons oui, mais alors condamnons tout le monde !

L'histoire de la chrétienté sera enseignée par petites touches, en fonction des événements étudiés. L'islam fera l'objet d'un cours spécifique.

L'Histoire de France est rétrospectivement réécrite. L'islam n'est pas l'histoire de France. C'est la chrétienté qui a accompagné pendant des siècles cette histoire. La Nation, quelles que soient les convictions de chacun, porte les valeurs de la religion chrétienne. Celle-ci a contribué à écrire notre histoire. L'erreur est de faire de l'enseignement de l'histoire un fourre-tout. Enseignons l'Histoire de France. Cela n'interdit pas d'étudier le contexte international. Ne mélangeons pas l'histoire collective et l'histoire individuelle. Les enfants français de religion musulmane doivent s'imprégner de l'histoire de France, fut-elle intimement liée à l'histoire d'une religion qui n'est pas la leur. Ce n'est pas à l'éducation nationale de leur apprendre leur histoire individuelle, celle du pays de leurs ancêtres. C'est la famille, les lectures personnelles qui ont ce rôle. Qu'il y ait un enseignement des principales religions pourquoi pas, mais ce n'est pas le rôle du cours d'histoire qui doit être une occasion de cimenter l'identité nationale.

Pour cela, il faut aimer la France.

Nos idéologues socialistes l'aiment-ils ?

Gilles BOURDOULEIX